

Note : Les appellations employées dans ce document et la présentation du matériel qui y figure n'impliquent aucune expression d'opinion ou prise de position, par le PNUE et le CAR/ASP, quant au statut juridique d'un Etat, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou à leurs autorités, ou quant à la délimitation de leurs frontières ou limites.

© 2011 Programme des Nations Unies pour l'environnement
Plan d'action pour la Méditerranée
Centre d'activités régionales pour les Aires spécialement protégées (CAR/ASP)
Boulevard du leader Yasser Arafat
B.P.337 – 1080 Tunis CEDEX
E-mail : car-asp@rac-spa.org

Sommaire

1. Rappel de la procédure	2
2. Révision des aires inscrites sur la liste des ASPIM en 2003	3
3. Conclusions des révisions.....	4
3.1 Parque nacional marítimo terrestre del Archipiélago de Cabrera	4
3.2 Acantilados de Maro-Cerro Gordo	6
4. Recommandations	7
4.1 Parque nacional marítimo terrestre del Archipiélago de Cabrera	7
4.2 Acantilados de Maro-Cerro Gordo	7
Annexe 1 – Synthèse des résultats	8
Annexe 2 - Formulaires complétés et signés	14

1. Rappel de la procédure

En 2007, les Parties contractantes à la Convention de Barcelone ont adopté la procédure pour la révision des aires inscrites sur la liste des Aires Spécialement Protégées d'Importance Méditerranéenne (ASPIM) et demandé au Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) d'appliquer la procédure adoptée.

La démarche à suivre pour la révision périodique ordinaire est détaillée dans le document UNEP(DEPI)/MED IG.17/10 (Décision IG 17/12) et reprise *in extenso* ci-dessous :

« 2. Un examen détaillé régulier des ASPIM aura lieu tous les six ans, à compter de la date d'inscription du site dans la liste des ASPIM. Conformément au format proposé précédemment, cette révision périodique évaluera le degré de conformité avec les critères définis dans le Protocole. Le formulaire concerne les dangers réels, les lois, la gestion, les mesures de protection, les ressources, les moyens, le savoir, la coopération et le fonctionnement du réseau. Les décideurs devraient être d'accord sur les questions de deuxième ordre, proposées dans le Formulaire, avant qu'elles leur soient faites lors de l'évaluation. La Commission Technique Consultative (CTC) / Equipe d'évaluation devrait recevoir le Formulaire de révision périodique complété et toute la documentation complémentaire avant la visite sur les lieux.

3. La révision périodique serait confiée à une Commission Technique Consultative mixte (CTC) constituée des :

- Le PFN/ASP concerné et/ou de la personne chargée de la gestion de l'ASPIM ;*
- Un expert national en biologie et en écologie spécifique de l'aire ;*
- Deux experts indépendants, dotés des qualifications nécessaires, de la rigueur scientifique, d'expérience en matière de gestion des aires protégées, d'indépendance et d'impartialité. Ils ne doivent pas être des nationaux du pays où se tient la révision.*

Lors de la visite sur les lieux, au moins un membre de l'équipe d'évaluation devrait avoir une connaissance fonctionnelle de la langue du pays visité (il ne se doit pas que le personnel de l'AMP sache parler l'anglais ou le français, bien que ce soit souhaitable).

L'équipe d'évaluation devrait recevoir les documents principaux de l'ASPIM et la liste prescriptive de menaces, avant que se déroule la visite sur les lieux.

L'équipe d'évaluation devrait faire une évaluation préliminaire de la conformité de l'ASPIM en se basant sur les documents, avant que la visite de terrain ait lieu.

4. Pour couvrir les coûts d'une telle Commission Technique Consultative, un fonds pour les ASPIM pourrait être constitué, en prélevant éventuellement des fonds sur le budget ordinaire du PAM ou sur des contributions volontaires d'Etats ou autres bailleurs de fonds. Les frais des experts et de la visite seront pris en charge par ce fonds pour s'assurer de l'objectivité totale de l'évaluation.

5. La révision périodique sera basée sur un formulaire officiel, dont un modèle est proposé à la fin de ce document. Le directeur de l'AMP remplit le Formulaire de révision périodique avant la visite sur les lieux de la part de l'équipe d'évaluation et ses réponses aux questions de deuxième ordre doivent être corroborées par le soutien de la documentation complémentaire. Le formulaire réalisé devra être approuvé par la signature de tous les membres de la Commission Technique Consultative. Toutefois, le formulaire comprend un espace final où chaque membre pourra noter ses propres commentaires, s'il juge nécessaire de le faire.

6. Les résultats de la révision seront envoyés au Centre, pour être examinés et approuvés lors de la prochaine réunion bi-annuelle des PFN/ASP. Dans le cas d'une recommandation négative (voir formulaire), le PFN/ASP recommandera la réunion des parties pour inclure l'ASPIM dans une période provisoire. »

La procédure précise en outre que :

« 26. À la fin du formulaire, la Commission Technique Consultative (CTC) tirera une conclusion sur la base d'un consensus, signée par tous ses membres, et y établira si nécessaire des recommandations pour des améliorations.

27. Cette conclusion sera expédiée par le CAR/ASP aux réunions ordinaires des PFN. La réunion décidera si l'ASPIM est maintenue dans le processus ordinaire de révision ou si elle doit être intégrée dans le procédé extraordinaire de révision. »

2. Révision des aires inscrites sur la liste des ASPIM en 2003

Au titre du biennium 2010-2011, les deux sites espagnols inscrits sur la liste des ASPIM en 2003 par la Treizième réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (Catane, Italie, 11-14 novembre 2003) ont fait l'objet d'une révision périodique ordinaire. Telles qu'indiqué dans le rapport de la réunion de Catane (UNEP(DEC)/MED IG.15/11), il s'agit des aires suivantes :

- Parque nacional marítimo terrestre del Archipiélago de Cabrera,
- Acantilados de Maro-Cerro Gordo.

Conformément à la procédure, des Commissions Techniques Consultatives ont été mises en place par les autorités espagnoles. Le Point Focal National pour les Aires Spécialement Protégées ou ses représentants, des experts nationaux gestionnaires des aires protégées ainsi que deux experts internationaux non espagnols, Mme Tundi Agardy et M. Gerald Hau, ont été mobilisés pour cette révision périodique.

Tel qu'envisagé par la procédure de révision périodique, le CAR/ASP a engagé des fonds du budget ordinaire du PAM pour couvrir les coûts de la mobilisation des experts internationaux.

En outre, et conformément à la procédure, les autorités espagnoles ont organisé une visite des aires avec les experts indépendants et les gestionnaires, entre le 2 et le 8 mars 2011. Les formulaires de révision ont été complétés pour les deux aires et approuvés par la signature des membres des Commissions Techniques Consultatives. Par suite ces formulaires ont été envoyés au CAR/ASP.

Enfin, conformément à la procédure adoptée, les conclusions établies par les Commissions Techniques Consultatives sont transmises à la Dixième réunion ordinaire des Points Focaux Nationaux pour les ASP. *La réunion décidera si chaque ASPIM est maintenue dans le processus ordinaire de révision ou si elle doit être intégrée dans le procédé extraordinaire de révision.*

Une synthèse des résultats ainsi que les formulaires complétés et signés sont placés en annexes au présent document.

3. Conclusions des révisions

3.1 Parque nacional marítimo terrestre del Archipiélago de Cabrera

La Commission Technique Consultative a évalué le statut d'ASPIM du Parc National de Cabrera en regardant à travers trois différentes lentilles : 1) le passé, et si la conception de l'aire protégée et son plan de gestion avaient été bien pensés, abordant les menaces réelles et immédiates à la biodiversité et à la fonction des écosystèmes de l'aire ; 2) le présent, et si les mesures formulées dans le plan de gestion sont bien mises en œuvre ; et 3) le futur, et si les mécanismes sont en place pour adapter la gestion afin d'adresser les menaces et pressions émergentes.

Le Parc National de Cabrera semble être bien conçu et reste un joyau du système espagnol d'aires protégées. L'archipel est hautement apprécié par les résidents comme par les touristes, et sa nature intacte le rend également extrêmement important en tant que lieu d'étude scientifique. Les deux principales menaces historiques de l'archipel : la pêche et l'usage récréatif non-réglémenté (ajouter à cela les pressions associées causées par les introductions d'espèces invasives et les impacts de la pollution), ont été adéquatement abordés dans la conception du parc, le zonage adopté et les réglementations relatives aux usages extractifs et à la limitation des entrées.

Le parc est extrêmement bien géré, avec un régime de suivi et d'application bien articulé, et de soutien à la recherche appliquée, ayant implications sur la gestion. Les priorités établies continuent d'obtenir les allocations de ressources humaine et financière qu'elles méritent – ceci en dépit des réductions budgétaires possiblement significatives qui se sont produites avec le transfert d'administrations des autorités nationales aux autorités régionales. Les rats ont été

éradiqués avec succès des îlots de colonies d'oiseaux marins et de l'île Conillis (au même titre que les chèvres, qui ont été évidemment plus faciles à contrôler), et des mesures sont en place pour limiter les introductions futures d'espèces invasives.

En termes d'adaptabilité potentielle du parc dans le futur, et sa durabilité en tant qu'aire protégée nationale et internationalement reconnue pour son excellence, le personnel du parc est conscient des pressions croissantes et nouvelles, et travaille à les aborder. L'un des défis demeure la charge que les administrateurs du Parc National de Cabrera doivent endosser au regard de l'appui financier aux autres parcs régionaux, tel que cela s'est passé avec le transfert d'administration. A cause des sévères réductions budgétaires qui en ont résulté, le personnel du parc s'est activement engagé à essayer d'identifier des mesures de financement durable qui pourraient être mises en place pour appuyer les types de dotation dont le parc a besoin pour être viable. En particulier, un droit d'usage, un droit de mouillage et un droit d'entrée au centre d'accueil (tous actuellement gratuits) sont envisagés.

Le centre d'accueil à Colonia San Jordi est une excellente installation mais les coûts d'investissement ont été énormes et les coûts de fonctionnement excèdent un million d'euros par an (allant de 1 million à 1 350 000 euros par an). Il est attendu du Parc National de Cabrera qu'il appuie le fonctionnement des aquariums et du centre d'accueil, dont l'admission est actuellement gratuite. Par contre, l'aquarium commercial de Palma fait payer 25 euros par enfant et 35 euros par adulte. Alors que le centre d'accueil permet la sensibilisation du grand public sur la haute valeur des faunes et flores terrestre et marine du parc (ainsi que son importance historique et culturelle), et promeut l'engagement des communautés locales dans la gestion du parc, le modèle d'affaires n'est pas viable et représente un prélèvement excessif dans les budgets de gestion du parc.

La pêche artisanale continue d'exercer des pressions sur les ressources marines de l'archipel, bien que le plan de limitation des entrées prévienne en grande partie la surexploitation et que les engins particuliers utilisés soient non-destructifs, avec des prises accidentelles très limitées. La communauté de pêcheurs est un partisan important du parc et accomplit de fait les fonctions d'application des règles. Des études futures, selon les budgets, pourraient examiner l'impact de l'extraction des ressources sur le réseau trophique et sur la biomasse de frai d'espèces clés. De plus, il y a besoin d'évaluer comment les activités de pêche commerciale à l'extérieur des limites du parc pourraient affecter la productivité des activités de pêche à l'intérieur du parc, ainsi que l'abondance des oiseaux marins, des cétacés, etc.

L'ampleur avec laquelle le braconnage est une pression grandissante n'est pas connue, mais la surveillance et le suivi actuels ne sont probablement pas suffisants pour déterminer le degré de braconnage ou ses impacts sur l'écologie marine. Le parc pourrait envisager l'installation de système de surveillance à distance (caméras) dans les endroits clés (tels que les aires d'agrégation des mérus), ou il pourrait envisager de varier les horaires de patrouille afin d'introduire l'élément d'imprévisibilité à l'application de la réglementation.

Dans l'ensemble, cette aire protégée mérite assurément le maintien de son statut d'ASPIM et sert de modèle aux AMP espagnoles, ainsi qu'aux AMP à travers la Méditerranée.

3.2 Acantilados de Maro-Cerro Gordo

La Commission Technique Consultative a conclu que ce site ASPIM est extrêmement important puisqu'il a permis d'éviter que la frange côtière de la Costa del Sol soit totalement convertie en hôtels, stations balnéaires et urbanisée. Sur une étendue d'environ 12 kilomètres, le littoral du parc est relativement intact, avec seulement certaines constructions qui ont bénéficié de droits d'antériorité à l'intérieur du parc (ayant été bâties avant la déclaration du parc). L'aire protégée accueille une forte population de chèvre sauvage espagnole (*Capra pyrenaica*), la seule population proche de la mer, ainsi que certaines populations de reptiles (e.g. caméléons), d'oiseaux marins, de rapaces et d'oiseaux chanteurs.

D'un point de vue marin, le parc n'est ni aussi grand ni aussi significatif que le Parc National de Cabrera, et la conservation et la gestion marines ne sont pas autant développées que dans d'autres sites méditerranéens. Ceci dit, la création de récifs artificiels évite le chalutage illégal dans une grande partie du parc, et les patrouilles de routine (mais imprévisibles) évitent les incursions des bateaux de pêche professionnelle (et récréative) à l'intérieur des limites du parc (qui s'étendent à 1 mile nautique au large). La plongée avec tuba est règlementée, et l'accostage sur la côte ou les plages depuis le large est interdit. Les pressions liées à la plongée avec tuba semblent avoir diminué ces dernières années, puisque les neuf opérateurs de plongée qui accédaient auparavant au parc ont été réduits à seulement un.

Une problématique relative à l'occurrence et à la santé des herbiers marins est la charge sédimentaire qui se produit à la suite de pluies torrentielles. Bien qu'il y ait un tampon lacustre et une petite zone humide à l'embouchure du Rio Mel, l'eau de pluie qui tombe en cascade de la vallée étouffe la végétation et donne lieu à une grande quantité de charge sédimentaire, ainsi qu'au dépôt de débris (y compris de voitures, de machines à laver, etc.). Les autorités régionales envisagent de construire une digue pour limiter ces effets catastrophiques, encouragés en grande partie par la récente construction de l'autoroute (autoroute à quatre voies).

Les agents de patrouille du parc disposent de l'autorité de la loi et peuvent pénaliser ceux qui ne respectent pas la réglementation du parc. Les patrouilles depuis le sommet des falaises (en utilisant des jumelles) sont réalisées chaque jour, avec un minimum d'un agent de patrouille (maximum quatre, si besoin).

La gestion des visiteurs doit être complétée. Que le parc soit capable de restreindre le trafic des véhicules jusqu'aux plages (les routes sont déjà dedans), et jusqu'aux deux bars / restaurants fonctionnant l'été, est une réalisation significative, étant donné la pression que les populations locales ont dû exercer pour conserver les routes ouvertes. Le parc assure un service de minibus jusqu'à deux plages l'été. L'éducation du public est limitée – il n'y a pas de centre d'accueil des visiteurs, et la signalisation, bien que présente sur toutes les plages, explique peu la valeur naturelle du site. Avec la région environnante qui accueille une population de presque un demi-million de personnes, il y a un fort potentiel pour développer

l'éducation environnementale en utilisant Maro Cerro Gordo comme un point focal.

Cependant, en pleine saison, un personnel de 40 volontaires issus d'ONG ainsi que des personnes retraitées aident à l'éducation et à l'assistance. Il y a également un excellent guide touristique intitulé « Itinarios del Paraje Natural Acantilados de Maro-Cerro Gordo » préparé par le Consejería de Medio Ambiente, Junta de Andalusia. Si un centre d'accueil des visiteurs est créé dans le futur pour le parc, ce guide touristique professionnel devrait être disponible pour tous les visiteurs. De plus, le Aula del mar de Malaga, situé dans la zone du port de Malaga réalise l'éducation du public et augmente l'intérêt des visiteurs sur la vie marine de la région, notamment sur les tortues marines (qui sont activement réhabilitées ici). L'installation fonctionne pour faire de fortes connexions entre ce que les visiteurs voient dans les expositions et au centre de réhabilitation, avec l'existence du parc Acantilados de Maro-Cerro Gordo.

Le budget de fonctionnement du parc est suffisant pour le suivi, la surveillance, la recherche et les activités d'assistance du public qui sont conduites. Des travaux de recherche de haute qualité et d'amélioration de l'habitat marin sont assurés à travers le projet européen Life. Néanmoins, quand le programme Life se terminera en 2013, la gestion du parc devra chercher des financements alternatifs pour maintenir les récifs artificiels, ainsi que les travaux de recherche réalisés sur l'environnement marin, au moins à l'échelle conduite en ce moment.

Un défi qui restera est le fait que toutes les propriétés au sein des limites du parc sont privées. Acheter ces propriétés à la valeur juste du marché serait impossible, le parc doit donc faire avec, en gérant les terres, mais sans les détenir.

Enfin, un plan de gestion intégrée est en cours de développement et bien que non réalisé dans la chronologie stipulée de l'ASPIM de 3 ans à partir de la nomination, le plan sera indubitablement complet, professionnel et efficace.

4. Recommandations

4.1 Parque nacional marítimo terrestre del Archipiélago de Cabrera

La Commission Technique Consultative a recommandé de renouveler le statut d'ASPIM du Parc National de Cabrera.

4.2 Acantilados de Maro-Cerro Gordo

La Commission Technique Consultative a indiqué que le parc méritait le renouvellement de sa désignation en tant qu'ASPIM.

Annexe 1 – Synthèse des résultats

SECTION I : CRITÈRES OBLIGATOIRES POUR L'INSCRIPTION D'UNE AIRE SUR LA LISTE DES ASPIM		
1. STATUT DE CONSERVATION		
	Cab.¹	M.-C. G.²
1.1. L'ASPIM satisfait-elle un des critères liés à l'intérêt méditerranéen tel que présenté dans le protocole, et maintient-elle strictement le statut des populations de ses espèces protégées (celles de l'Annexe II du Protocole), et le statut de ses habitats sans changements négatifs significatifs du fonctionnement de ses écosystèmes ? (O : Oui ; N : Non)	O	O
1.2. Si « oui », est-ce que les objectifs qui ont été déclarés lors de la demande d'inclusion à la liste ASPIM ont été activement poursuivis ? (O : Oui ; N : Non)	O	O
2. STATUT JURIDIQUE		
	Cab.	M.-C. G.
2.1. L'aire a-t-elle maintenu ou encore amélioré son statut de protection légale depuis la date du rapport précédent ? (O : Oui ; N : Non)	O	O
2.2. La déclaration légale de cette aire considère-t-elle la conservation des valeurs naturelles comme un objectif primordial ? (O : Oui ; N : Non)	O	O
2.3. Les compétences et les responsabilités sont-elles clairement définies dans les textes régissant l'aire ? (O : Oui ; N : Non)	O	O
2.4. Est-ce que les menaces extérieures sont prises en compte dans le cadre juridique? Y a-t-il coordination entre les autorités terrestres et maritimes ? (O : Oui ; N : Non)	O	O
<p>Parc National de Cabrera : Les principales menaces extérieures sont la pêche (sportive et commerciale), le tourisme et les manœuvres militaires (l'archipel appartient au Ministère de la Défenses espagnol). Toutes ces menaces ont été considérées et règlementées depuis la création du Parc. Spécifiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La pêche sportive est totalement interdite (Loi de Déclaration 14/1991 ; Décret Royal 941/2001 ; et Décret d'adoption du plan de gestion 58/2006) ; b) Les activités de pêche commerciale sont spécifiquement règlementées pour chaque type d'engins et les pêcheries sont réservées à 4 associations de pêcheurs de ports situés au voisinage du parc ; c) Les visiteurs extérieurs et le tourisme sont strictement règlementés à travers les entrées limitées des bateaux de plaisance et des ferries ainsi que le nombre de visiteurs qui sont autorisés à débarquer chaque jour. Le zonage ajoute une protection additionnelle à des aires spéciales comme les îlots et les falaises qui sont des zones de reproduction pour des espèces nicheuses ; d) Les manœuvres militaires sont strictement modulées à travers l'interdiction de manœuvres armées et à petite échelle, en temps et en espace, sur des périodes normalement pas plus longues que 2 jours. <p>Falaises de Maro Cerro Gordo : Au sein de l'ASPIM les activités sont règlementées comme prévu par les lois existantes de conservation de la nature. Le Consejeria de Medio Ambiente a articulé un programme « Life » de l'Union Européenne, permettant des améliorations des activités de gestion, y compris la</p>		

¹ Parque nacional marítimo terrestre del Archipiélago de Cabrera

² Acantilados de Maro-Cerro Gordo

surveillance avec des bateaux de patrouille et des caméras, l'installation de bouées, l'entretien de récifs artificiels dans la région d'El Molino (pour prévenir les incursions de chalutiers) et la conservation des herbiers de Posidonies.

3. METHODES DE GESTION		
	Cab.	M.-C. G.
3.1. Est-ce que l'aire protégée dispose d'un organe / autorité de gestion stable ou amélioré par rapport à quand elle a été déclarée ASPIM et/ou lors de la dernière révision ? (O : Oui ; N : Non)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3.2. Le Plan de Gestion est-il en vigueur ? (O : Oui ; N : Non)	<input type="radio"/>	N
Falaises de Maro Cerro Gordo : Le plan de gestion est en cours de préparation et sera finalisé en 2012, tel que requis pour les aires protégées du réseau « Natura 2000 » de l'Union Européenne.		
3.3. Le Plan de Gestion prend-t-il en considération les conditions requises à l'article 7 du protocole et de la section 8.2.3 du Format Annoté ? (O : Oui ; N : Non)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4. DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET DE L'INFORMATION		
	Cab.	M.-C. G.
4.1. Le groupe de gestion dispose -t- il de l'équipement de base et des ressources humaines et financières ? (O : Oui ; N : Non)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
4.2. L'aire a-t-elle un programme de contrôle ? (O : Oui ; N : Non)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<p>Parc National de Cabrera : Un programme de contrôle, non inclus comme une partie séparée de la législation, est suivi sur une base annuelle ou biannuelle. Les principaux paramètres qui sont évalués sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Activités de pêche : CPUE pour chaque type d'engin ; liste des espèces visées ; taux de déchargement ; évaluation économique de chaque pêcherie, en fonction du type d'engin ; distribution spatiale et temporelle des méthodes de pêche ; des pêcheries expérimentales, des embarquements et des transects visuels sur les habitats de fonds rocheux sont également conduits. b) Distribution et abondance des espèces invasives, soit terrestres soit marines (principalement les algues). c) Occurrences des espèces protégées, en danger, des espèces phares ou clés : herbiers à Posidonies, mérours, lézards, oiseaux marins, rapaces, plantes de la Liste Rouge, taxon endémique. d) Certification ISO 14000 : eau, énergie, déchets. Les objectifs de gestion sont établis et évalués tous les 6 mois. <p>Falaises de Maro Cerro Gordo : conservation des herbiers marins ; maintenance des récifs artificiels ; conservation d'espèces spéciales à risque : <i>Astroides calicularis</i>, <i>Patella ferruginea</i>, <i>Pinna nobilis</i> ; inventaires d'espèces réglementées et surveillance de l'extraction de <i>Charonia lampa</i>.</p>		
4.3. Y a-t-il un mécanisme de feedback qui établit une liaison explicite entre les résultats du programme de contrôle et les objectifs de gestion, et qui permet d'adapter les mesures de protection et de gestion ? (O : Oui ; N : Non)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

SECTION II : TRAITs PROCURANT UNE PLUS-VALUE A L'AIRe		
5. MENACES ET CONTEXTE ENVIRONNANT		
	Cab.	M.-C. G.
5.1. Evaluer le niveau des menaces dans les sites à la valeur écologique, biologique, esthétique et culturelle de l'aire (0 = aucune menace ; 3 = menace très sérieuse)		
Exploitation non réglementaire des ressources naturelles	3	2
Menaces sérieuses pour les habitats et les espèces	2	1
Augmentation de la présence humaine	3	1
Conflits historiques ou actuels	2	2
<p>Parc National de Cabrera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Introduction d'espèces étrangères (taxons d'espèces terrestres et marines) ; - Activités de pêche et leur impact sur les espèces cibles et/ou sur les oiseaux marins qui s'en nourrissent. <p>Falaises de Maro Cerro Gordo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les chutes de pluie occasionnellement torrentielles causent une sédimentation et des dépôts de débris sur la côte qui requièrent une atténuation/gestion spéciale. - La plongée avec tuba est difficile à surveiller et même si la plongée dans les grottes est interdite, la surveillance et l'application est difficile. - Le chalutage de fond et démersal est interdit mais ces activités de pêche se sont montrées très difficiles à réguler à l'extérieur de l'ASPIM, des pressions continuent à être exercées à l'extérieur de l'aire protégée. 		
	Cab.	M.-C. G.
5.2. Évaluer le niveau des menaces extérieures aux valeurs écologiques, biologiques, esthétiques et culturelles de l'aire (0 = aucune menace ; 3 = menace très sérieuse)		
Les problèmes de pollution des sources extérieures (déchets solides et autres affectant les eaux en amont)	3	1
L'impact significatif sur les paysages et sur les valeurs culturelles	3	2
Le développement des menaces prévu aux abords	3	2
<p>Parc National de Cabrera : Les activités de pêche commerciale peuvent être une menace, en particulier pour les populations d'oiseaux marins et les espèces migratoires utilisant les îles durant certaines parties de leur cycle de vie. La gestion du parc ne peut aborder ces menaces extérieures mais peut conduire des études de suivi qui fournissent de l'information sur ces pressions.</p> <p>Falaises de Maro Cerro Gordo : La zone environnante de l'ASPIM est très importante pour le tourisme balnéaire (Nerja et Almunecar) ; en dépit des réglementations, la capacité de traitement des eaux usées est parfois dépassée, causant des contaminations sporadiques.</p>		
5.3. Y a-t-il un plan intégré de gestion côtière ou des lois réglementant l'utilisation du territoire dans l'aire limitant ou entourant l'ASPIM ? (0 = non ; 1 = oui)	1	1
5.4. Le plan de gestion de l'ASPIM fournit-il une réglementation pour les zones environnantes ? (0 = non ; 1 = oui)	1	0

6. RÈGLEMENTATIONS		
	Cab.	M.-C. G.
6.1. Évaluer le degré de réglementation légale (0 = non ; 1 = oui)		
En particulier, pour ce qui concerne le contexte national :		
a) Les Réglementations concernant le renforcement de l'application des autres protocoles à la convention de Barcelone, et, en particulier le largage des déchets, le passage des bateaux et la modification du sol	1	1
b) Réglementation sur l'introduction de toute espèce étrangère dans l'aire spécialement protégée en question, ou de toute espèce génétiquement modifiée	1	1
c) Réglementation de l'Évaluation de l'Impact sur l'Environnement des activités et projets susceptibles d'affecter d'une manière significative les aires protégées	1	1
En particulier, pour ce qui concerne le contexte local propre de l'ASPIM :		
d) Réglementation de la pêche, la chasse, la capture des animaux, la récolte de plantes ou leur destruction, du commerce des animaux, des plantes, de composantes d'animaux ou de plantes provenant de l'aire	1	1

7. GESTION		
	Cab.	M.-C. G.
7.1. Évaluer le degré de détails du plan de gestion (0 = aucun plan de gestion / 1 = faible / 2 = correct / 3 = excellent)	2	2
7.2. Évaluer dans quelle mesure la propriété terrienne est bien définie (0 = indéterminé / 1 = faible / 2 = correct / 3 = excellent)	3	2
7.3. Y a-t-il un organisme représentant les secteurs public, professionnel et non gouvernemental ainsi que la communauté scientifique liée à l'organisme de gestion (0 = non ; 1 = oui)	1	0
7.4. Évaluer la qualité de la participation du public, et en particulier celle des communautés locales dans la planification et la gestion de l'aire (0 = pas de participation / 1 = faible / 2 = correcte / 3 = excellente)	1	1
7.5. Est-ce que le plan de gestion est engageant pour d'autres autorités administratives nationales/locales disposant de compétences dans l'aire ? (0 = non ; 1 = oui)	1	1

8. MESURES DE PROTECTION		
	Cab.	M.-C. G.
8.1. Évaluer le degré d'application de la mesure de protection		
Les limites de l'aire sont-elles marquées d'une façon adéquate sur terre et si possible en mer ? (0 = non ; 1 = oui)	1	1
Existe-t-il une collaboration d'autres autorités dans la protection et la surveillance de l'aire et si cela est applicable, existe-t-il un service de garde côtière aidant à la protection marine ? (0 = non ; 1 = oui)	1	1
Des agences tierces sont-elles également autorisées à faire respecter les réglementations relatives aux mesures de protection de l'ASPIM ? (0 = non ; 1 = oui)	1	1
Existe-t-il des pénalités conséquentes et assez de pouvoir permettant une application efficace des règlements, et est-ce que le personnel sur le terrain est autorisé à appliquer des sanctions ? (0 = non ; 1 = oui)	1	1
L'aire a-t-elle établi un plan d'urgence en cas de pollution accidentelle ou d'autres urgences sérieuses ? (0 = non ; 1 = oui)	1	0

9. RESSOURCES HUMAINES		
	Cab.	M.-C. G.
9.1. Concordance des ressources humaines disponibles et de l'organisme de gestion		
Y a-t-il un administrateur de terrain permanent sur le site ? (0 = non ; 1 = oui)	1	0
Y a-t-il un personnel du domaine permanent ? (0 = non ; 1 = oui)	1	1
9.2. Évaluer l'adéquation du niveau de formation du personnel disponible (0 = très insuffisant / 1 = bas / 2 = correct / 3 = excellent)	2	2
10. MOYENS FINANCIERS ET MATÉRIELS		
	Cab.	M.-C. G.
10.1. Évaluer le degré de convenance des moyens financiers (0 = très insuffisant / 1 = bas / 2 = correct / 3 = excellent)	2	1
10.2. Évaluer l'infrastructure de base (0 = très insuffisant / 1 = bas / 2 = correct / 3 = excellent)	2	2
10.3. Évaluer l'équipement (0 = très insuffisant / 1 = bas / 2 = correct / 3 = excellent)	2	2
11. INFORMATION ET CONNAISSANCES		
	Cab.	M.-C. G.
11.1. Évaluer l'étendue des connaissances afférentes à l'aire et à ses zones environnantes. (0 = très insuffisant / 1 = bas / 2 = correct / 3 = excellent)	2	2
11.2. Évaluer l'adéquation du programme pour la collecte de données et le programme de contrôle (0 = très insuffisant / 1 = bas / 2 = correct / 3 = excellent)	1	2

12. COOPÉRATION ET RESEAUX		
	Cab.	M.-C. G.
12.1. Existe-t-il d'autres organismes nationaux ou internationaux collaborant avec les ressources humaines ou financières? (0 = aucun / 1 = faiblement / 2 = satisfaisant / 3 = excellent)	2	2
12.2. Évaluer le niveau de coopération et l'échange avec d'autres ASPIM (particulièrement dans d'autres nations) (0 = aucun / 1 = faiblement / 2 = satisfaisant / 3 = excellent)	0	2
<u>Commentaires des Commissions Techniques Consultatives :</u>		
Parc National de Cabrera : Aucun commentaire formulé.		
Falaises de Maro Cerro Gordo : la désignation en tant qu'ASPIM mérite d'être étendue.		

Annexe 2 - Formulaires complétés et signés

Format for the Periodic Review of the SPAMIs

SPAMI Name : Cabrera National Park

SECTION I: CRITERIA WHICH ARE MANDATORY FOR THE INCLUSION OF AN AREA IN THE SPAMI LIST

(Art. 8.2. of the Protocol and General Principles and C and D of Annex I)

In each question, crossed references to the Annotated Format (AF) are given.

1. CONSERVATION STATUS

1.1. Does the SPAMI fulfill one of the criteria related to Mediterranean interest as presented in Protocol's (Annex I section B para. 2), strictly maintain the status of populations of its protected species (those in Annex II to the Protocol), the status of its habitats and no adverse significant changes in the functioning of its ecosystems? (Article 8.2.)
(See 3.4. and 4 in the AF)

YES

In case of "no", indicate the reasons that have motivated the deficiencies, their relative seriousness and, if possible, the date in which they are expected to be overcome.

1.2 If "yes", are the objectives, set out in the original SPAMI application for designation, actively pursued?

YES

2. LEGAL STATUS

2.1. Does the area maintains or has improved its legal protection status from the date of the previous report? (A-e and C-2, Annex I).
See 7.1.2 in the AF

YES

2.2. Does the legal declaration of this area consider the conservation of natural values as the primary objective? (A-a and D1 in Annex I).
See 7.1.3 in the AF

YES

²
2.3. Are competencies and responsibilities clearly defined in the texts governing the area? (D4 Annex I). See 7.4.3 in the AF

YES

2.4. Are external influences/threats been taken into account in the legal framework of the SPAMI? Does the legal text clearly establish coordination means between land and sea authorities? (D4 Annex I, Art.7.4. in the Protocol).

YES

In case there is no sea within the SPAMI, this question would be non-applicant.
See 7.4.3. in the AF

Indicate measures that have been adopted to address these influences/threats. In case of any "no" answer, indicate the reasons that have motivated the deficiencies and, if possible, the date in which they are expected to be overcome.

The main external threats to Cabrera National park are fishing -either sport or commercial-, tourism, and military maneuvers (the owner of the archipelago is the Spanish Ministry of Defense). All these threats have been addressed and regulated, from the time the park was first established. Specifically:

a) sport fishing is totally banned (Declaration Law 14/1991; Royal Decree 941/2001 or "Fisheries Decree"; and Management Plan (Decree 58/2006).

b) commercial fisheries have specific regulations for each gear type, and fisheries are restricted to 4 fishermen associations in harbours located in the vicinity of the park.

c) external visitors and tourism are strictly regulated through limited entry of sailing boats and ferries, as well as the number of visitors that are allowed to disembark each day. Zonation adds additional protection to special areas like islets or sea cliff nesting species breeding zones.

d) Military manoeuvres are strictly modulated through the prohibition of maneuvers with live fire, and the small scale, in time and space, of military exercises, in periods no longer normally than two days.

(Declaration Law 14/1991; Royal Decree 941/2001 or "Fisheries Decree"; and Management Plan (Decree 58/2006).

3.

MANAGEMENT METHODS (General principles D Annex 1)

3.1. Does the area have the same or an improved management body/authority as when the SPAMI was established and/or last evaluated?

Existence of a management body with sufficient powers (Art. 7.2.d, 7.2.f).
D6 - Annex I: "To be included in the SPAMI List, a protected area must

have a management body, endowed with sufficient powers as well as means and human resources to prevent and/or control activities likely to be contrary to the aims of the protected area". See 8.1. in the AF
YES

3.2. Is the management plan in force?

Has the management plan been officially adopted? (D7 Annex I). See 8.2.1, 8.2.2. in the AF
YES

3.3. Does the management plan address the requirements set out in article 7 of the Protocol and Section 8.2.3 of the Annotated Format?

More details useful for the evaluation of the management plan are addressed in question 7.1 of this questionnaire.
YES

In case of any "no" answer, indicate the reasons that have motivated the deficiencies and, if possible, the date in which they are expected to be overcome.

4.

AVAILABILITY OF RESOURCES AND INFORMATION

4.1. Is there basic equipment, human and financial resources ensured to the management body?

(Art. 7.2.d, 7.2.f. D6 in Annex I: "To be included in the SPAMI List, a protected area must have a management body, endowed with sufficient powers as well as means and human resources to prevent and/or control activities likely to be contrary to the aims of the protected area"). See 9.1, 9.2. in the AF
YES

4.2. Does the area have a monitoring program?

(D8 - Annex I: "The program should include the identification and monitoring of a certain number of significant parameters for the area in question, in order to allow the assessment of the state and evolution of the area, as well as the effectiveness of protection and management measures implemented, so that they may be adapted if need be"). See 9.3.3. in the AF
YES

If yes, what are the monitoring parameters and the management objectives being addressed by these parameters?

A partial monitoring program -not included as a separate piece of legislation- is followed on an annual or biannual basis. Main parameters which are evaluated are:

a) fisheries: CPUE for each gear type; list of targeted species; discard rates; economic valuation for each fishery, according to gear type; spatial and temporal distribution of fishing methods. Experimental fisheries, boardings, and visual transects on rocky bottom habitats are also performed.

b) Distribution and abundance of Invasive species, either on land or marine species -mainly algae.

c) Specially protected, endangered, flagship or key species occurrences: *Posidonia* beds, groupers, lizards, seabirds, raptors, plants in the Red List, endemic taxa.

d) ISO 14000 certification: water, energy, residues. Management objectives are established and evaluated every six months.

4.3 Is there a feedback mechanism that establishes an explicit link between the monitoring results and the management objectives, and which allows adaptation of protection and management measures?

YES

In case of any "no" answer, indicate the reasons that have motivated the deficiencies, their relative seriousness, and the date in which they are expected to be overcome.

SECTION II: FEATURES PROVIDING A VALUE-ADDED TO THE AREA
(Section B4 of the Annex I, and other obligatory for a SPA (Art. 6 and 7 of the Protocol))

5. THREATS AND SURROUNDING CONTEXT

5.1 Assess the level of threats within the site to the ecological, biological, aesthetic and cultural values of the area (B4.a Annex I).
See 5.1. consider also 3.5.2.b, 6.3 & 6.4. in the AF

In particular:

Unregulated exploitation of natural resources
(e.g. sand mining, water, timber, living resources) See 5.1.1. in the AF
(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)
3

Serious threats to habitats and species (e.g. disturbance, desiccation, pollution, poaching, introduced alien species) See 5.1.2. in the AF
(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)
2

Increase of human presence (e.g. tourism, boats, building, immigration...)
See 5.1.3. in AF
(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)
3

Historic and current conflicts between users or user groups See 5.1.4., 6.2. in the AF
(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”):
2

Please include a prescriptive list of threats that are of concern and are evaluated individually

- a) Introduced alien species –either land or marine taxa.
- b) Fisheries and their impact on target species and/or marine seabirds feeding on them.

5.2 Assess the level of external threats to the ecological, biological, aesthetic and cultural values of the area (B4.a of the Annex I). See 5.2. in the AF

In particular:

Pollution problems from external sources including solid waste and those affecting waters up-current. See 5.2.1. in the AF

(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)

3

Significant impacts on landscapes and on cultural values. See 5.2.2

(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)

3

Expected development of threats upon the surrounding area See 6.1. in the AF

(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)

3

Please include a prescriptive list of external threats that are of concern and are evaluated individually.

Commercial fisheries in the wider area may be a threat, particularly to the seabird populations and migratory species using the islands during some part of their life cycle. Park management cannot address these external threats, but can track studies providing information on these pressures.

5.3. Is there an integrated coastal management plan or land-use laws in the area limiting or surrounding the SPAMI? (B4.e Annex I). See 5.2.3.

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

5.4. Does the management plan for the SPAMI have influence over the governance of the surrounding area? (D5-d Annex I). See 7.4.4. in the AF

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

6.**REGULATIONS****6.1. Assess the degree of legal regulations See 7.4.2. in the AF****In particular, within the national framework:**

Regulations concerning the strengthening of the application of the other Protocols to the Barcelona Convention, particularly dumping, passage of ships and modification of the soil (*Art. 6b, 6c, 6e in the Protocol, D5-a Annex I*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Regulations on the introduction of any species not indigenous to the specially protected area in question, or of any genetically modified species, (*Art. 6 d in the Protocol, D5-b Annex I*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Regulations concerning the Environmental Impact Assessment for the activities and projects that could significantly affect the protected areas (*Art. 17 in the Protocol*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

In particular, within the SPAMI framework:

Regulations for fishing, hunting, taking of animals and harvesting of plants or their destruction, as well as trade with animals, parts of animals, plants, parts of plants, which originate in the area (*Art. 6 g in the Protocol, D5-c Annex I*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

7.1. Assess the degree of detail of the management plan

(e.g. zoning, regulations for each zone, competencies and responsibilities, governing bodies, management programs as protection, natural resource management, tourism, public use, education, research, monitoring, maintenance, services and concessions....) See 8.2.3. in the AF

(SCORE: 0= No Management Plan / 1= Weak / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

7.2. Assess to what extent land ownership is well determined

(Undetermined land tenure regimes and registrations are a common source of conflicts in most protected areas world-wide)

See 7.3. in the AF

(SCORE: 0= Undetermined / 1= Weak / 2= Adequate / 3= Excellent)

3

7.3. Is there a body representing the public, professional and non-governmental sector and the scientific community linked to the management body? (B4b, B4c of the Annex I). See 8.1.2. & 8.1.3

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

7.4. Assess the quality of the involvement by the public, and particularly of local communities, in the planning and management of the area (B4.b of the Annex I)

(e.g. adequate planning involves local stakeholders and accommodates within appropriate management regimes a spectrum of possible multiple uses and regulated human activities, within the primary objective of conservation of marine and coastal environments) See 8.1.4. in the AF

(SCORE: 0= No involvement / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

1

The archipelago is uninhabited, however the local communities on the mainland of Mallorca are somewhat involved, and the new visitors center for the park, located in Colonia St Jordi has increased public awareness, education of local schoolchildren, and participation by local communities.

7.5. Is the management plan binding for other national/local administrations with competencies in the area? See 8.2.2 in the AF

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

8. PROTECTION MEASURES

8.1. Assess the degree of enforcement of the protection measures

In particular:

Are the area boundaries adequately marked on land and, if applicable, adequately marked on the sea? See 8.3.1. in the AF

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Is there any collaboration from other authorities in the protection and surveillance of the area and, if applicable, is there a coastguard service contributing to the marine protection? See 8.3.2. 8.3.3. in AF

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Are third party agencies also empowered to enforce regulations relating to the SPAMI protective measures ?

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Are there adequate penalties and powers for effective enforcement of regulations and is the field staff empowered to impose sanctions? See 8.3.4. in the AF

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Has the area established a contingency plan to face accidental pollution or other serious emergencies? (*Art. 7.3. in the Protocol, Recom. 13th Parties Meeting*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

9. HUMAN RESOURCES

9.1. Adequacy of the human resources available to the management body (*Art.7.2-f in the Protocol, D6 in Annex I*) (e.g. enough number of employees to ensure adequate management and protection of the area) See 9.1.1. in the AF

Is there a permanent field administrator of the area?

See 9.1.2. in the AF

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Are there other permanent staffs in the field?
(e.g. technicians, wardens, guides, ...) See 9.1.2. in the AF
(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

9.2. Assess the adequacy of the training level of available staff
(Art.7.2-f in the Protocol, D6 in Annex I) (e.g. enough training level to ensure protection of the area). See 9.1.2. in the AF
(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

10. FINANCIAL AND MATERIAL MEANS

10.1. Assess the degree of adequacy of the financial means
Sufficient resources for the development and implementation of the management plan, including e.g. interpretation, education, training, research, surveillance and enforcement of regulations. See 9.2.1. in the AF

(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

10.2. Assess the basic infrastructure (Art.7.2-f in the Protocol)
Administrative premises in the site, visitors' facilities (reception centre, trails, signs...), specific information, education and awareness materials
(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

10.3. Assess the equipment.
Guard posts and signs on the main accesses, means to respond to emergencies, marine and terrestrial vehicles, radio and communications equipment. See 9.2.3. in the AF

(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

11. INFORMATION AND KNOWLEDGE

11.1. Assess the extent of knowledge about the area and its surrounding zones. (D3 - Annex I: Considering at least specific maps, habitat distribution, species inventories, and socio-economical factors)
See 9.3.1. in the AF

(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

11.2. Assess the adequacy of the program for data collection and the monitoring program.
See 9.3.2. in the AF

(SCORE: 0= Inexistent / 1= Insufficient / 2= Adequate / 3= Excellent)

1

12. COOPÉRATION AND NETWORKING

12.1. Are other national or international organizations collaborating with human or financial resources? (*e.g. researchers, experts, volunteers..*).

See 9.1.3. in the AF

(SCORE: 0= No / 1= Weakly / 2= Satisfactory / 3= Excellent)

2

12.2. Assess the level of cooperation and exchange with other SPAMIs (especially in other nations) (*Art. 8, Art. 21.1, Art. 22.1., Art. 22.3, A.d in Annex I*)

(SCORE: 0= No / 1= Insufficient / 2= Adequate / 3= Excellent)

0

COMMENTS by the Technical Advisory Commission

CONCLUSIONS

We have evaluated the SPAMI status of Cabrera National Park looking through three different lenses : 1) the past, and whether the design of the protected area and its management plan was well thought out, addressing real and proximate threats to the biodiversity and ecosystem function of the area ; 2) the present, and whether the steps articulated in the management plan are being carried out ; and 3) the future, and whether mechanisms are in place to adapt management to address emerging threats and pressures.

Cabrera National Park appears to be well designed and remains a gem of the Spanish protected area system. The archipelago is highly valued by residents and tourists alike, and its pristine nature makes it extremely important as a place for scientific study as well. The two main historic threats to the archipelago : fishing and unregulated recreational use (and with these the attendant pressures caused by invasive species introductions and pollution impacts), were adequately addressed in the design of the park, the zonation adopted, and the regulations pertaining to extractive use and limited entry.

The park is extremely well-managed, with a well-articulated monitoring and enforcement regimen, and support to the type of applied research that has implications for management. Established priorities continue to get the allocation of human and financial resources they deserve – this in spite of a possibly significant cutback in funding that occurred with the transfer of administration from the national to the regional authorities. Rats have been successfully eradicated from the seabird colony islets and Conillis Island (along with goats, which were of course easier to control), and measures are in place to limit future invasive species introductions.

In terms of the park's potential adaptability in the future, and its sustainability as a nationally- and internationally recognized protected area of excellence, park staff are aware of increasing and new pressures, and are working to address them. One of the challenges remains the burden that Cabrera National Park administrators must shoulder regarding financial support to other regional parks, as happened with the transfer of administration. Because of the severe cutbacks that resulted, the park staff is actively engaged in trying to identify sustainable financing measures that could be put in place to support the type of capacity the park needs to be viable. In particular, a user fee, mooring fee, and entrance fee to the visitors center (all currently free) are being considered.

The visitor's center in Colonia San Jordi is a wonderful facility, but the capital costs were enormous and the operating costs exceed one million euros per year (has ranged from 1-1,350,000 euros per year). Cabrera National Park is expected to support the operation of the aquaria and the visitor's center, admission to which is currently free. In contrast, the commercial aquarium of Palma charges 25 and 35 euros for children and adults, respectively. While the visitors center allows for greater public

awareness about the great value of the park's marine and terrestrial flora and fauna (as well as its historic and cultural significance), and promotes engagement of local communities in park management, the business model is not viable and represents an undue drain on park management budgets.

Artisanal fisheries continue to exert pressure on the marine resources of the archipelago, though the limited entry scheme prevents over-exploitation, for the most part, and the particular gears used are non-destructive, with very limited by-catch. The fishing community is an important proponent for the park, and performs *de facto* enforcement functions as well. Future studies, finances permitting, might look at the impact of resource extraction on the trophic web, and on the spawning biomass of key species. In addition, there is a need to evaluate how commercial fishing outside the park's boundaries could be affecting fisheries productivity within the park, as well as abundances of seabirds, cetaceans, etc.

The extent to which poaching is an increasingly threat is not known, but current surveillance and monitoring is probably not sufficient to determine either the level of poaching, or its impacts on the marine ecology. The park might well consider placement of remote surveillance (cameras) in key spots (such as aggregation areas for grouper), or it might consider varying the patrol schedules in order to introduce the element of unpredictability into enforcement.

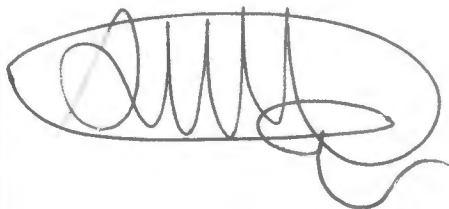
Overall, this protected area certainly deserves continuing SPAMI status, and serves as a model for Spanish MPAs, as well MPAs throughout the Mediterranean.

RECOMMENDATIONS

Renew SPAMI status for Cabrera National Park

SIGNATURES

National Focal Point



Independent Experts

Turi Agony
Gerald R. Yan

SPAMI Manager(s)



(ADDITIONAL PAGES MAY BE ADDED FOR EACH MEMBER'S COMMENTS)

SPAMI VALUE-ADDED

Questions		Score obtained	Maximum
5	Threats and surrounding context	21	23
6	Regulations	4	4
7	Management	8	11
8	Protection measures	5	5
9	Human resources	4	5
10	Financial and material means	6	9
11	Information and knowledge	3	6
12	Cooperation and networkings	2	6
TOTAL		53	69

Format for the Periodic Review of the SPAMIs

SPAMI Name : Acantilados Maro Cerro Gordo

SECTION I: CRITERIA WHICH ARE MANDATORY FOR THE INCLUSION OF AN AREA IN THE SPAMI LIST

(Art. 8.2. of the Protocol and General Principles and C and D of Annex I)

In each question, crossed references to the Annotated Format (AF) are given.

1. CONSERVATION STATUS

1.1. Does the SPAMI fulfill one of the criteria related to Mediterranean interest as presented in Protocol's (Annex I section B para. 2), strictly maintain the status of populations of its protected species (those in Annex II to the Protocol), the status of its habitats and no adverse significant changes in the functioning of its ecosystems? (Article 8.2.) (See 3.4. and 4 in the AF)

YES

In case of "no", indicate the reasons that have motivated the deficiencies, their relative seriousness and, if possible, the date in which they are expected to be overcome.

1.2 If "yes", are the objectives, set out in the original SPAMI application for designation, actively pursued?

YES

2. LEGAL STATUS

2.1. Does the area maintains or has improved its legal protection status from the date of the previous report? (A-e and C-2, Annex I). See 7.1.2 in the AF

YES

2.2. Does the legal declaration of this area consider the conservation of natural values as the primary objective? (A-a and D1 in Annex I). See 7.1.3 in the AF

YES

2.3. Are competencies and responsibilities clearly defined in the texts governing the area? (D4 Annex I). See 7.4.3 in the AF

YES

2.4. Are external influences/threats been taken into account in the legal framework of the SPAMI? Does the legal text clearly establish coordination means between land and sea authorities? (D4 Annex I, Art.7.4. in the Protocol).

YES

In case there is no sea within the SPAMI, this question would be non-applicant. See 7.4.3. in the AF

Indicate measures that have been adopted to address these influences/threats. In case of any "no" answer, indicate the reasons that have motivated the deficiencies and, if possible, the date in which they are expected to be overcome.

Activities are regulated within the SPAMI, according to the existing nature conservation laws. The Consejería de Medio Ambiente has articulated a program entitled "LIFE" of the European Union, which allows improvements in active management, including surveillance using patrol boats and cameras, installation of buoys, the maintenance of artificial reefs in the región of El Molino (to prevent incursions by bottom trawlers), and conservation of *Posidonia* beds.

3. MANAGEMENT METHODS (General principles D Annex 1)

3.1. Does the area have the same or an improved management body/authority as when the SPAMI was established and/or last evaluated?

Existence of a management body with sufficient powers (Art. 7.2.d, 7.2.f). D6 - Annex I: "To be included in the SPAMI List, a protected area must have a management body, endowed with sufficient powers as well as means and human resources to prevent and/or control activities likely to be contrary to the aims of the protected area". See 8.1. in the AF

YES

3.2. Is the management plan in force?

Has the management plan been officially adopted? (D7 Annex I). See 8.2.1, 8.2.2. in the AF

No- it is in progress and will be finalized by 2012, as required by protected areas within the "Natura 2000" Network of the European Union

3.3. Does the management plan address the requirements set out in article 7 of the Protocol and Section 8.2.3 of the Annotated Format?

More details useful for the evaluation of the management plan are addressed in question 7.1 of this questionnaire.

YES

In case of any "no" answer, indicate the reasons that have motivated the deficiencies and, if possible, the date in which they are expected to be overcome.

4. AVAILABILITY OF RESOURCES AND INFORMATION

4.1. Is there basic equipment, human and financial resources ensured to the management body?

(Art. 7.2.d, 7.2.f. D6 in Annex I: "To be included in the SPAMI List, a protected area must have a management body, endowed with sufficient powers as well as means and human resources to prevent and/or control activities likely to be contrary to the aims of the protected area"). See 9.1, 9.2. in the AF

YES

4.2. Does the area have a monitoring program?

(D8 - Annex I: "The program should include the identification and monitoring of a certain number of significant parameters for the area in question, in order to allow the assessment of the state and evolution of the area, as well as the effectiveness of protection and management measures implemented, so that they may be adapted if need be"). See 9.3.3. in the AF

YES

If yes, what are the monitoring parameters and the management objectives being addressed by these parameters?

- Conservation of seagrasses within the SPAMI site
- Maintenance of artificial reefs
- Conservation of special, at-risk species: *Astroides calicularis*, *Patella ferruginea* *Pinna nobilis*
- Keeping inventories of regulated species and monitoring extraction of *Caronia lampa*

4.3 Is there a feedback mechanism that establishes an explicit link between the monitoring results and the management objectives, and which allows adaptation of protection and management measures?

YES

In case of any "no" answer, indicate the reasons that have motivated the deficiencies, their relative seriousness, and the date in which they are expected to be overcome.

SECTION II: FEATURES PROVIDING A VALUE-ADDED TO THE AREA
(Section B4 of the Annex I, and other obligatory for a SPA (Art. 6 and 7 of the Protocol))

5. THREATS AND SURROUNDING CONTEXT

5.1 Assess the level of threats within the site to the ecological, biological, aesthetic and cultural values of the area (B4.a Annex I).
See 5.1. consider also 3.5.2.b, 6.3 & 6.4. in the AF

In particular:

Unregulated exploitation of natural resources
(e.g. sand mining, water, timber, living resources) See 5.1.1. in the AF
(SCORE: 0 means "very serious threats"; 3 means "no threats")

2
Serious threats to habitats and species (e.g. disturbance, desiccation, pollution, poaching, introduced alien species) See 5.1.2. in the AF
(SCORE: 0 means "very serious threats"; 3 means "no threats")

1
Increase of human presence (e.g. tourism, boats, building, immigration...) See 5.1.3. in AF
(SCORE: 0 means "very serious threats"; 3 means "no threats")

1
Historic and current conflicts between users or user groups See 5.1.4., 6.2. in the AF
(SCORE: 0 means "very serious threats"; 3 means "no threats"):

2
Please include a prescriptive list of threats that are of concern and are evaluated individually

- Occasional torrential rainfall causes sedimentation and deposits of debris on the shoreline, this requires special mitigation/ management.
- Scuba diving is difficult to monitor and even though diving in caves is prohibited, surveillance and enforcement is difficult.
- Bottom and demersal trawling is prohibited but these fisheries have proven very difficult to regulate outside the SPAMI, and pressures continue to be exerted outside the protected area

5.2 Assess the level of external threats to the ecological, biological, aesthetic and cultural values of the area (B4.a of the Annex I). See 5.2. in the AF

In particular:

Pollution problems from external sources including solid waste and those affecting waters up-current. See 5.2.1. in the AF
(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)

1

Significant impacts on landscapes and on cultural values. See 5.2.2
(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)

2

Expected development of threats upon the surrounding area See 6.1. in the AF
(SCORE: 0 means “very serious threats”; 3 means “no threats”)

2

Please include a prescriptive list of external threats that are of concern and are evaluated individually.

The surrounding area of the SPAMI is very important for coastal tourism (Nerja and Almunecar); despite regulations, occasionally the wastewater treatment capacity is exceeded, resulting in sporadic contamination.

5.3. Is there an integrated coastal management plan or land-use laws in the area limiting or surrounding the SPAMI? (B4.e Annex I). See 5.2.3.

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

5.4. Does the management plan for the SPAMI have influence over the governance of the surrounding area? (D5-d Annex I). See 7.4.4. in the AF

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

0

6. REGULATIONS

6.1. Assess the degree of legal regulations See 7.4.2. in the AF

In particular, within the national framework:

Regulations concerning the strengthening of the application of the other Protocols to the Barcelona Convention, particularly dumping, passage of ships and modification of the soil (*Art. 6b, 6c, 6e in the Protocol, D5-a Annex I*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Regulations on the introduction of any species not indigenous to the specially protected area in question, or of any genetically modified species, (*Art. 6 d in the Protocol, D5-b Annex I*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Regulations concerning the Environmental Impact Assessment for the activities and projects that could significantly affect the protected areas (*Art. 17 in the Protocol*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

In particular, within the SPAMI framework:

Regulations for fishing, hunting, taking of animals and harvesting of plants or their destruction, as well as trade with animals, parts of animals, plants, parts of plants, which originate in the area (*Art. 6 g in the Protocol, D5-c Annex I*)

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

7. MANAGEMENT

7.1. Assess the degree of detail of the management plan

(e.g. zoning, regulations for each zone, competencies and responsibilities, governing bodies, management programs as protection, natural resource management, tourism, public use, education, research, monitoring, maintenance, services and concessions....) See 8.2.3. in the AF

(SCORE: 0= No Management Plan / 1= Weak / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

7.2. Assess to what extent land ownership is well determined

(Undetermined land tenure regimes and registrations are a common source of conflicts in most protected areas world-wide)

See 7.3. in the AF

(SCORE: 0= Undetermined / 1= Weak / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

7.3. Is there a body representing the public, professional and non-governmental sector and the scientific community linked to the management body? (B4b, B4c of the Annex I). See 8.1.2. & 8.1.3

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

0

7.4. Assess the quality of the involvement by the public, and particularly of local communities, in the planning and management of the area (B4.b of the Annex I)

(e.g. adequate planning involves local stakeholders and accommodates within appropriate management regimes a spectrum of possible multiple uses and regulated human activities, within the primary objective of conservation of marine and coastal environments) See 8.1.4. in the AF

(SCORE: 0= No involvement / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

1

7.5. Is the management plan binding for other national/local administrations with competencies in the area? See 8.2.2 in the AF

(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

8. PROTECTION MEASURES

8.1. Assess the degree of enforcement of the protection measures

In particular:

Are the area boundaries adequately marked on land and, if applicable, adequately marked on the sea? See 8.3.1. in the AF
(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Is there any collaboration from other authorities in the protection and surveillance of the area and, if applicable, is there a coastguard service contributing to the marine protection? See 8.3.2. 8.3.3. in AF
(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Are third party agencies also empowered to enforce regulations relating to the SPAMI protective measures ?
(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Are there adequate penalties and powers for effective enforcement of regulations and is the field staff empowered to impose sanctions? See 8.3.4. in the AF
(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

Has the area established a contingency plan to face accidental pollution or other serious emergencies? (*Art. 7.3. in the Protocol, Recom. 13th Parties Meeting*)
(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

0

9. HUMAN RESOURCES

9.1. Adequacy of the human resources available to the management body (*Art.7.2-f in the Protocol, D6 in Annex I*) (*e.g. enough number of employees to ensure adequate management and protection of the area*)
See 9.1.1. in the AF

Is there a permanent field administrator of the area?
See 9.1.2. in the AF
(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

0

Are there other permanent staffs in the field?
(e.g. technicians, wardens, guides, ...) See 9.1.2. in the AF
(SCORE : 0 = No / 1 = Yes)

1

9.2. Assess the adequacy of the training level of available staff
(Art.7.2-f in the Protocol, D6 in Annex I) (e.g. enough training level to ensure protection of the area). See 9.1.2. in the AF
(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

10. FINANCIAL AND MATERIAL MEANS

10.1. Assess the degree of adequacy of the financial means
Sufficient resources for the development and implementation of the management plan, including e.g. interpretation, education, training, research, surveillance and enforcement of regulations. See 9.2.1. in the AF
(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

1

10.2. Assess the basic infrastructure (Art.7.2-f in the Protocol)
Administrative premises in the site, visitors' facilities (reception centre, trails, signs...), specific information, education and awareness materials
(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

10.3. Assess the equipment.
Guard posts and signs on the main accesses, means to respond to emergencies, marine and terrestrial vehicles, radio and communications equipment. See 9.2.3. in the AF
(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

11. INFORMATION AND KNOWLEDGE

11.1. Assess the extent of knowledge about the area and its surrounding zones. (D3 - Annex I: Considering at least specific maps, habitat distribution, species inventories, and socio-economical factors)
See 9.3.1. in the AF
(SCORE: 0= Very Insufficient / 1= Low / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

11.2. Assess the adequacy of the program for data collection and the

monitoring program.

See 9.3.2. in the AF

(SCORE: 0= Inexistent / 1= Insufficient / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

12. COOPÉRATION AND NETWORKING

12.1. Are other national or international organizations collaborating with human or financial resources? (e.g. researchers, experts, volunteers..).

See 9.1.3. in the AF

(SCORE: 0= No / 1= Weakly / 2= Satisfactory / 3= Excellent)

2

12.2. Assess the level of cooperation and exchange with other SPAMIs (especially in other nations) (Art. 8, Art. 21.1, Art. 22.1., Art. 22.3, A.d in Annex I)

(SCORE: 0= No / 1= Insufficient / 2= Adequate / 3= Excellent)

2

COMMENTS by the Technical Advisory Commission

The SPAMI designation deserves to be extended.

CONCLUSIONS

This SPAMI site is extremely important in that it has prevented the total conversion of coastal fringe to hotel, resort, and home development in Costa del Sol. For a stretch of approximately 12 kilometers, the littoral of the park is relatively pristine, with only those buildings that were grandfathered into the park (having been built prior to the park declaration). The protected area supports a robust population of Spanish wild goat (*Capra pyrenaica*), the only population near the sea, and also some populations of reptiles (e.g. chameleon), seabirds, raptors and songbirds.

From the marine perspective, the park is neither as large nor as significant as Cabrera National Park, and marine conservation and management is not as well-developed as in other Mediterranean sites. That said, the creation of artificial reefs has prevented illegal trawling in much of the park, and routine (but unpredictable) patrols have prevented incursions of commercial (and recreational) fishing boats within the park boundaries (extending to one nautical mile offshore). Scuba diving is regulated, and landing on the coast or beaches from offshore is prohibited. Scuba diving pressures appear to have decreased in recent years, as the nine scuba operators formerly accessing the park have been reduced to only one.

One issue concerning the occurrence and health of the seagrasses is the occasional sediment-loading that occurs following torrential rains. Although there is riparian buffer and a small wetland at the mouth of the Rio Miel, rainwater cascading down the valley overpowers the vegetation and results in a great amount of sediment loading, as well as dumping of debris (including cars, washing machines, etc.). Regional authorities are considering building a dike to mitigate these catastrophic effects, spurred in large part by the recent building of the autopista (four lane highway).

Park patrol agents have the authority of the law and can penalize those who do not abide by park regulations. Patrolling from the tops of the cliffs (using binoculars) is done every day, with a minimum of one patrol agent (maximum four, as needed).

Visitor management must be commended. That the park was able to restrict vehicle traffic to the beaches (roads already in), and to the two bar/restaurants operating summer, is a significant accomplishment, given the pressure that local people must have exerted to keep the roads open. The park provides small autobus service to two of the beaches in summer. Public education is limited – there is no visitor's center, and signage, though present at all beaches, does little to explain the natural value of the site. With the surrounding region supporting a population of almost half a million people, there is much potential for expanding environmental education using Maro Cerro Gordo as a focal site.

Nonetheless, in the height of the season, there is a staff of 40 volunteers from NGOs as well as retired people to help with education and outreach. There is also an excellent guidebook entitled, "Itinarios del Paraje Natural Acantilados de Maro-Cerro Gordo" prepared by the Consejería de Medio Ambiente, Junta de Andalucía. If a visitor's center is created in the future for the park, this professional guidebook should be made available to all visitors. Furthermore, the Aula del Mar de Málaga, located in the port area of Málaga, performs public education and increases visitor interest in the marine life of the region, including sea turtles (which are actively rehabilitated there). The facility works to make strong connections between what the visitors see in exhibits and in the rehabilitation center, and the existence of the Acantilados de Maro-Cerro Gordo park.

The park operating budget is sufficient for the monitoring, surveillance, research, and public outreach activities that are being undertaken. High quality scientific research and improvement of marine habitat is guaranteed through the EU LIFE project. However, when the LIFE program terminates in 2013, the park management will have to find alternative funding for maintenance of artificial reefs, as well as the scientific research being undertaken in the marine environments, at least at the scale done currently.

One challenge that will remain is the fact that all of the property within park boundaries is privately held. Purchasing these properties at fair market value would be impossible, so the park must make do with managing, but not owning, the land.

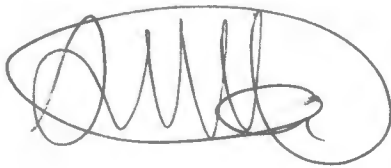
Finally, an integrated management plan is being developed, and though not within the SPAMI stipulated timeline of three years from time of nomination, the plan will undoubtedly be comprehensive, professional, and effective.

RECOMMENDATIONS

The park deserves renewal as a SPAMI designation.

SIGNATURES

National Focal Point



Independent Experts

Tunji Aganuy
Gerald R Han

SPAMI Manager(s)



SPAMI VALUE-ADDED

Questions		Score obtained	Maximum
5	Threats and surrounding context	12	23
6	Regulations	4	4
7	Management	6	11
8	Protection measures	4	5
9	Human resources	3	5
10	Financial and material means	5	9
11	Information and knowledge	4	6
12	Cooperation and networkings	4	6
TOTAL		42	69